

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**CONSEIL MUNICIPAL-SEANCE ORDINAIRE du lundi 16 décembre 2024 à 19h**

Légalement convoqué le 10 décembre 2024, le Conseil municipal s'est réuni en séance ordinaire le lundi 16 décembre 2024 à 19h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire.

**Présents :** Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Jean LAURENT, Sylvie CHARDEYRON, Eric TRINQUET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte CHEMIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

**Absents excusés :**

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE

Nathalie TISSOT excusée sans pouvoir

Denis COLLET excusé sans pouvoir

Umus PERRONE excusée sans pouvoir

**Absents non excusés :** Jean-Michel LEGRAND, Nathalie ROMANET, Mihrican AVCI, Thomas GIRARD.

Nombre de membres en exercice : 23

Nombre de membres présents : 15

Nombres de pouvoirs : 1

Nombre de membres votants : 16

DR-2024-89	<b>Convention constitutive du groupement de commandes : « Accompagnement opérationnel en performance sociale et juridique par des experts »</b>	<b>Rapporteur : Jean-Pascal THOMASSET</b>
------------	---	---

Dans un objectif de minimisation des coûts et d'optimisation des ressources financières, Haut-Bugey Agglomération, en collaboration avec des communes membres, souhaite formaliser un groupement de commandes dédié au conseil et à l'expertise juridique.

Il s'agit de la mise en œuvre de la fiche action N°7 du plan de cohésion du territoire, dispositif lancé en 2022 par Haut-Bugey Agglomération et dont le postulat affiché est :

« L'Agglomération doit pouvoir accompagner ses communes, différentes et complémentaires, et proposer des solutions du quotidien ; L'EPCI est un outil de solidarité »

La fiche action N°7 a pour objectif d'apporter aux communes souhaitant adhérer à ce service une aide juridique ponctuelle par le recours à un prestataire spécialisé en mutualisant les coûts.

En ce qui concerne la commune de Nantua le coût estimé serait de 165 euros TTC par an soit 1980 euros à l'année pour un accès illimité à un service de conseils juridiques et à une base de données et documents juridiques très fournie.

## DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

Cette prestation peut permettre aux services de sécuriser juridiquement certains actes et certaines procédures et d'apporter des réponses à des questionnements d'ordre juridique sans avoir à recourir aux services d'un avocat et pour un coût relativement compétitif.

Pour bénéficier de ce service il est nécessaire d'adhérer à la convention constitutive du groupement de commandes : « Accompagnement opérationnel en performance sociale et juridique par des experts » proposée par Haut-Bugey Agglomération et telle que jointe en annexe à la présente délibération.

Conformément aux articles L2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique, cette convention a pour objet de préciser les modalités de fonctionnement du groupement de commandes instauré pour la fourniture de prestations juridiques ponctuelles, de conseil et d'assistance juridique dans les domaines nécessitant une expertise extérieure.

Ce groupement vise à répondre aux besoins spécifiques des communes en matière juridique, dans le respect des compétences de chaque partie et des enjeux propres à chaque commune.

La convention est prévue pour une durée de 1 an et débutera le 1<sup>er</sup> janvier 2025. Elle n'est pas reconductible.

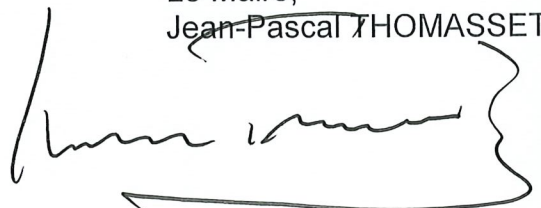
**Cela étant exposé, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, a décidé à l'unanimité de :**

- **Approuver** l'adhésion de la commune au service d'assistance et d'expertise juridique proposée par Haut-Bugey Agglomération dans le cadre du plan de cohésion du territoire
- **Approuver** la convention constitutive du groupement de commandes : « Accompagnement opérationnel en performance sociale et juridique par des experts » telle que jointe en annexe à la présente délibération
- **Autoriser** le Maire à la signer ainsi que tout acte s'y rattachant
- **Autoriser** le Maire à prendre toute décision nécessaire à l'application de la présente délibération

La Secrétaire de Séance,  
Suzy CASSAR



Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET



Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.  
Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-préfecture de Nantua le.....  
Publication ou affichage le .....  
Jean-Pascal THOMASSET, Maire de Nantua





**Convention constitutive du groupement de commandes**

**ACCOMPAGNEMENT OPERATIONNEL EN PERFORMANCE  
SOCIALE ET JURIDIQUE PAR DES EXPERTS**

**Entre les soussignés**

Les représentant(e)s des entités ci-dessous listées, dûment habilité(e)s par délibérations de leurs conseils respectifs, conviennent de ce qui suit :

**La Communauté d'Agglomération Haut-Bugey Agglomération (HBA)**, dont le siège social est situé 57 Rue René Nicod, CS 80502 -01117 OYONNAX CEDEX,

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Michel MOURLEVAT, dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil d'Agglomération du 15 décembre 2024

**Les communes du territoire** inscrites pour cet accompagnement, représentées par leurs maires respectifs,

- Commune d' Oyonnax
- Commune du Plateau d'Hauteville
- Commune de Bellignat
- Commune de Nantua
- Commune de Montréal-la Cluse
- Commune d'Izernore
- Commune de Dortan
- Commune de Groissiat
- Commune de Saint Martin du Fresne
- Commune de Nurieux Volognat
- Commune de Port
- Commune d'Echallon
- Commune de Vieu d'Izenave
- Commune de Brénod
- Commune d'Apremont
- Commune d'Aranc
- Commune de Belleydoux
- Commune de Charix
- Commune de Lantenay
- Commune de Leyssard
- Commune de Bolozon
- Commune de Prémillieu

## **Préambule**

Dans un objectif de minimisation des coûts et d'optimisation des ressources financières, Haut-Bugey Agglomération, en collaboration avec des communes membres, souhaite formaliser un groupement de commandes dédié au conseil et à l'expertise juridique.

## **Article 1 : Objet de la convention**

Conformément aux articles L2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique, cette convention a pour objet de préciser les modalités de fonctionnement du groupement de commandes instauré pour la fourniture de prestations juridiques ponctuelles, de conseil et d'assistance juridique dans les domaines nécessitant une expertise extérieure.

Ce groupement vise à répondre aux besoins spécifiques des communes en matière juridique, dans le respect des compétences de chaque partie et des enjeux propres à chaque commune.

## **ARTICLE 2 : Durée**

La convention est prévue pour une durée de 1 an et débutera le 1<sup>er</sup> janvier 2025. Elle n'est pas reconductible.

## **ARTICLE 3 : Désignation du coordonnateur et modalités de fonctionnement**

Haut-Bugey Agglomération est désignée coordonnatrice du groupement de commandes.

Elle veillera à la bonne organisation de la démarche et assurera la gestion des aspects administratifs et financiers du projet.

Ses missions seront notamment les suivantes :

- Recueil des besoins des membres du groupement de commandes,
- Détermination de la procédure et des modes de dévolution du contrat,
- Mise en concurrence adaptée,
- Signature du contrat et de ses éventuels avenants pour chacune des entités,
- Notification du contrat et des éventuels avenants pour chacune des entités,
- Transmission d'une copie du contrat notifié et des éventuels avenants à chaque membre du groupement afin d'en permettre l'exécution,
- Conservation dans ses archives du dossier du titulaire du contrat.

En cas d'infructuosité de la consultation, le coordonnateur reste compétent pour mener à bien la suite de la procédure.

Chaque commune membre du groupement de commandes sollicitera directement le prestataire pour des besoins juridiques ponctuelles, en fonction de ses besoins spécifiques.

## **Article 4 : Modalités financières**

Le montant de la prestation sera réparti entre les communes membres selon la répartition définie en amont avec les communes au prorata du nombre d'habitants.

Haut-Bugey Agglomération s'engage à payer directement le prestataire après réception d'une facture déposée via la plateforme CHORUS PRO.

Haut-Bugey Agglomération émettra un titre de recettes auprès de la Commune, pour un paiement unique, au plus tard avant le 31 août de l'année en cours.

## **Article 6 : Adhésion, résiliation et retrait des membres**

### 1) Adhésion d'un membre

Il est possible que d'autres communes adhèrent au groupement de commandes en cours d'exécution du contrat, sous réserve de respecter les modalités définies dans la présente convention. Chaque commune souhaitant rejoindre le groupement devra en faire la demande par écrit, et cette demande devra être validée par Haut-Bugey Agglomération, en tant que coordonnateur du groupement. Une fois la demande validée, un avenant à la présente convention sera rédigé pour formaliser l'adhésion de la commune.

### 2) Retrait d'un membre

Aucune possibilité de retrait n'est prévue pour les membres une fois qu'ils ont signé la présente convention, sauf en cas de dissolution du groupement ou de résiliation exceptionnelle de la convention pour non-respect des engagements contractuels.

## **Article 9: Actions en justice**

En cas de difficultés d'interprétation de la présente convention, les membres s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Lyon.

S'agissant des litiges opposant des membres du groupement à leurs cocontractants lors de l'exécution du marché, chaque membre sera habilité à agir en justice en ce qui le concerne.

A Oyonnax

Le .....

Michel MOURLEVAT

Président de Haut-Bugey Agglomération,

*Signature + cachet*

Envoyé en préfecture le 23/12/2024

Reçu en préfecture le 23/12/2024

Publié le

ID : 001-210102695-20241216-DR202489-DE



A.....

Le .....

M. ....

Maire .....

*Signature + cachet*

Habileté par délibération du conseil municipal du .....